Parti Communiste Révolutionnaire de France

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Unité dans la lutte contre le gouvernement des monopoles !

Le résultat du second tour des Législatives confirme à tous points de vue la profondeur de la crise politique que traverse le pays en même temps que la crise du capitalisme.

C'est d'abord l'abstention (avec le vote blanc et nul) qui témoigne de son ampleur. Après son niveau majoritaire aux Présidentielles, celui de ce second tour (53,8%, 2ème plus haut score après celui, historique, de 2017) retire toute légitimité politique véritable à l'ensemble de la représentation nationale. Non seulement le régime présidentiel est en partie déconsidéré, mais c'est aussi le discrédit parlementaire (recherché par la bourgeoisie gaulliste en 1958) qui se trouve renforcé.



Le mépris des commentateurs de toutes sortes ne saurait masquer que **cette abstention résulte d'une attitude de classe** : ce sont les milieux populaires, la classe ouvrière, qui se sont massivement abstenus, la France du travail, de la précarité et du chômage. Non pas par désintérêt ou lassitude, mais par colère ou scepticisme : au sortir de cinq ans de Macron, les appels des uns et des autres, de Roussel (PCF) à Sarkozy en passant par Martinez (CGT), à voter à nouveau pour le Président sortant au deuxième tour des Présidentielles, le fait qu'ils s'inséraient les uns comme les autres dans une perspective de gestion des affaires du capitalisme, tout cela n'était pas susceptible de mobiliser les masses populaires. La jeunesse, également, ne s'est pas déplacée..., malgré les appels de Mélenchon.

Enfin, notre parti rappellera toujours qu'environ 30 à 40 % des ouvriers, selon les estimations, sont interdits de vote : étrangers sans droit de vote, pauvres non inscrits sur les listes électorales (illettrisme, sans domicile fixe, non comptabilisation du fait d'obstacles administratifs, etc).

Les résultats de ce scrutin, qui voit Macron (Ensemble!) arriver largement en tête mais perdre sa majorité absolue, avec 245 sièges, renvoient de plus à ce que le PCRF analysait dès 2017, alors même que LREM avait fait « main basse » sur l'Assemblée : la faiblesse du gouvernement Macron était inhérente à son absence de légitimité représentative et aux effets d'une crise qu'il ne pouvait qu'aggraver.

Le nombre historique de députés du RN (89 sièges), qui devient la 3ème force à l'Assemblée, était déjà, en quelque sorte, « chronique d'une percée annoncée », puisque la politique répressive, belliciste et ultraréactionnaire des gouvernements Macron ouvrait encore plus la porte à l'idéologie d'extrême-droite. Le RN a bénéficié de sa dynamique aux Présidentielles, de reports de voix importants des électeurs de LR, de l'absence de consigne de vote de la majorité présidentielle et de la volonté populaire de sanctionner Macron en difficulté sur un deuxième mandat. Le RN pourra ainsi durablement régler ses problèmes financiers et continuer sa normalisation programmatique et institutionnelle.

Rappelons-nous ce que nous écrivions en 2017, et qui résonne de toute son actualité : « *La réalité, c'est que la classe ouvrière et les masses populaires subissent depuis des années le poids de la crise du capitalisme, avec ses restructurations de l'appareil productif, l'intensification de la concurrence, les délocalisations, la remise en cause de ses conquêtes*

web

PCRF Parti Communiste Révolutionnaire de France

pcrf-ic.fr unionjc.fr

Les Amis d'Oulianov - BP 40084

75 862 PARIS CEDEX 18

Union de la Jeunesse Communiste

sociales. Elle n'a plus de représentation politique depuis 1976, année du ralliement du PCF à l'eurocommunisme, et la défaite du socialisme réel a obscurci les perspectives historiques. Là où la crise a dévasté les régions, la démagogie frontiste (aujourd'hui RN) *fait des ravages dans une population déboussolée, sans avenir. Le recul du syndicalisme, l'absence d'un parti capable d'organiser, d'éduquer, de diriger la classe contre la bourgeoisie et ses moyens colossaux, c'est fondamentalement là que se situe le problème : parce qu'il n'y a pas d'alternative politique qui se dégage dans la classe ouvrière et les masses populaires contre la bourgeoisie, contre le capitalisme. Et Mélenchon, derrière les apparences, ne répond pas à cette absence, parce que sa vision idyllique des choses, c'est Léon Blum en 1936, le CNR en 1945, ramené à Mitterrand en 1981 !* »

S'agissant justement de l'union électorale initiée par Jean-Luc Mélenchon, **la NUPES**, il n'y a pas de surprise à la voir totaliser 127 sièges, puisque cela correspondait au 1er tour à la somme des voix de « gauche », et que l'effet de cette alliance social-démocrate de circonstance, qui remettait en selle le PS (un des deux anciens piliers de la dictature du capital en France pendant 40 ans), était de qualifier plus de 300 candidats pour le second tour. Cela n'a pourtant pas suffi à se sortir de la désignation « d'extrême », assénée par ses concurrents politiques. Même en se mettant à la remorque de LFI et de son étiquette NUPES, le PCF, avec 12 sièges, devra comme en 2017 s'allier avec des élus ultramarins pour avoir un groupe.



Enfin, l'autre ancien pilier de la dictature du capital, la droite et Les Républicains (LR), qui n'ont obtenu que 4,8 % des inscrits au premier tour, font également les frais de cette recomposition politique depuis 2017, recomposition dont avaient besoin les monopoles pour sauver les formes de la démocratie bourgeoise. L**a position d'arbitre que jouera LR malgré la perte de 40 % de ses sièges (!)**, avec ses 61 sièges, pour venir au secours d'une majorité présidentielle relative, constituera à la fois une fragilisation supplémentaire du pouvoir macronien et un renforcement de la politique de destruction massive des droits et acquis sociaux.

L'offensive qui se prépare contre la classe ouvrière et les masses populaires nécessite une riposte au niveau de l'attaque, et donc une préparation des travailleurs à la bataille : des appels à l'action, mais aussi une mobilisation exceptionnelle, professionnelle et interprofessionnelle.

Par ailleurs, il est regrettable que des groupes du Mouvement Communiste de France (MCF) aient appelé à voter NUPES ; que d'autres, pourtant membres avec nous de l'ICE (Initiative Communiste Européenne, avec le KKE, le PCTE et le TKP), n'aient pas voulu soutenir nos candidats, alors qu'ils répondaient positivement aux revendications ou axes de luttes portés par eux-mêmes, et aient préféré s'adresser à la NUPES. Nous voyons ainsi que même le MCF est encore profondément tourné vers les vieilles lunes social-démocrates dont il faut portant débarrasser le mouvement ouvrier.

Mais au-delà, il est temps que tous ceux qui se considèrent comme des communistes, des révolutionnaires, se réunissent, polémiquent, agissent ensemble, pour aller vers la construction du parti communiste dont la classe ouvrière en France, en Europe, dans le monde a besoin pour en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme et lutter pour la paix. Nous devons donc nous retrousser les manches pour l'unité dans la lutte et la construction d'un Parti, même petit, mais reconnu nationalement dans la classe ouvrière. Ce sera notre première grande victoire stratégique.

Il faut, et le plus rapidement possible, ouvrir la voix au futur : la révolution pour le socialisme-communisme !

Rejoignez votre
Parti Communiste Révolutionnaire !

Qui sommes-nous ?
Le Parti Communiste Révolutionnaire de France

- fonde sa politique sur le marxisme-léninisme, et conduit le combat quotidien contre le capitalisme, en dénonçant la propriété privée des moyens de production et d'échange et le contenu de classe de l'État bourgeois.
- vise à devenir l'outil d'avant-garde de la classe ouvrière et des couches opprimées, pour conduire la révolution socialiste, instaurer le socialisme dans la perspective du communisme, fondé sur le pouvoir du prolétariat, la propriété sociale et collective des moyens de production et d'échange, et la planification démocratique centralisée.

Je rejoins

le Parti Communiste Révolutionnaire de France

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

_____

Email : _____